

São Tomé-et-Príncipe

Développements macroéconomiques récents

Le PIB a augmenté de 3,1 % en 2020, soutenu par des flux d'aide importants pendant la pandémie (accroissant sa part dans le budget total de 23,5 % en 2020) et par des politiques monétaires accommodantes début 2020. Avec le tarissement des flux d'aide, et les mesures en matière de politique monétaire qui se sont inversées fin 2020 pour contenir un excès de liquidités, la croissance économique est retombée à 2,2 % en 2021. Dans l'ensemble en 2020 et 2021, l'inflation est restée inchangée à 9,4 % et 9,5 % respectivement, notamment sous la pression des produits alimentaires. Le gouvernement a augmenté la fourniture de services et d'infrastructures dans les domaines de la santé et du social pour contenir la transmission de la COVID-19. La production d'huile de palme et d'huile de coco a été multipliée par cinq, puis par deux, de 2019 à 2020 pour répondre à la demande internationale.

L'arrimage du dobra à l'euro a permis de maintenir un taux de change stable (24,5 dobras contre 1 euro). Le solde budgétaire s'est établi à 0,9 % du PIB en 2021 après une longue période de déficits, qui se sont élevés en moyenne à 4,0 % au cours des quatre dernières années. Cet excédent est la conséquence de la baisse des dépenses publiques, financées principalement par des prêts concessionnels et des dons. Le déficit du compte courant, qui a connu une baisse marginale à 11,5 % du PIB en 2021 contre 11,6 % en 2020, en raison d'une diminution des importations de 7,6 % et d'une hausse des exportations de 6 %, est principalement financé par des crédits internationaux. Les réserves internationales brutes ont légèrement baissé, passant de 91,8 millions USD en 2020 à 88,5 millions USD en 2021, du fait de la réduction des aides.

La dette publique a diminué, passant de 99,9 % du PIB en 2019 à 87,9 % en 2021, à la suite de l'engagement du gouvernement à emprunter majoritairement à des taux préférentiels. En 2020, l'allocation de DTS, d'un montant d'environ 12,2 millions (19,6 millions USD), est répartie également entre des projets d'investissement et les réserves internationales qui ont augmenté de 29,7 % en 2020. La part des prêts non productifs sur les prêts bruts est passée de 34,2 % en septembre 2020 à 30,2 % en septembre 2021. Les banques sont également revenues à la rentabilité avec un taux de rendement des actifs de 1 % en septembre 2021.

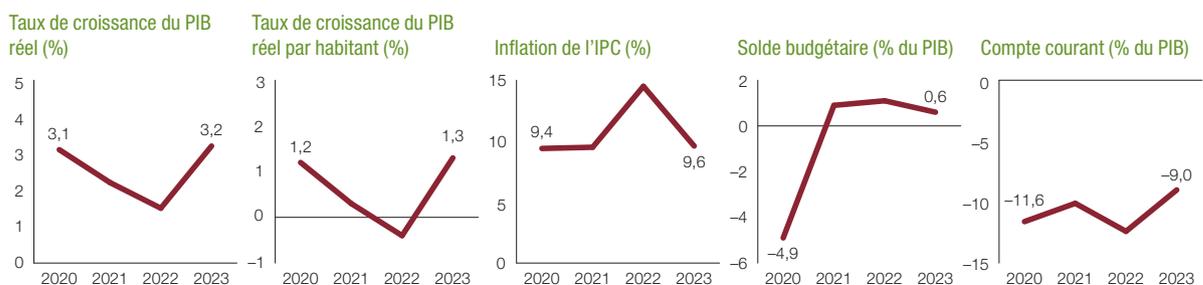
Perspectives et risques

L'économie devrait connaître une croissance de 1,5 % en 2022 et de 3,2 % en 2023, soutenue par la demande internationale

en matières premières et par une relance du commerce et du tourisme qui bénéficieront de l'assouplissement des restrictions liées à la pandémie de COVID-19. Le solde budgétaire devrait continuer à être positif et se réduire à 4,0 % en 2022 et à 3,8 % en 2023, s'établissant à 1,1 % et 0,6 %, respectivement. Les recettes des exportations et du tourisme contribueront en fin de compte à réduire le déficit du compte courant, qui passera de 12,4 % en 2022 et à 9,0 % en 2023. Les réserves internationales devraient augmenter légèrement pour atteindre 70,3 millions USD en 2022 et 72 millions USD en 2023, grâce à l'apport de capitaux privés et des IDE, réduisant la part de la dette dans le PIB à 67,5 % en 2022 et 66,1 % en 2023 contre 68,8 % du PIB en 2021. Les réformes macroéconomiques actuelles stimuleront la croissance. La guerre entre l'Ukraine et la Russie aura une incidence négative sur la croissance économique mondiale et un impact énorme sur les prix des matières premières. São Tomé-et-Príncipe est fortement dépendant des combustibles fossiles pour la production d'électricité, ce qui aura un impact considérable sur le niveau des prix dans le pays et provoquera une augmentation du coût de la vie. La COVID-19, la faiblesse des infrastructures et le changement climatique pourraient également freiner la relance économique. Cependant, le gouvernement est engagé dans les réformes et travaille en étroite collaboration avec les partenaires de développement afin de garantir un investissement continu dans les infrastructures, le changement climatique et l'énergie.

Changement climatique et options de politiques publiques

Vulnérable face au changement climatique, le pays a enregistré une augmentation des températures, un déclin des précipitations, un allongement des saisons sèches, une baisse du niveau des rivières, des inondations, une hausse du niveau de la mer et une augmentation de l'érosion côtière. Ces effets se ressentent lourdement sur l'énergie, l'agriculture, la pêche, la foresterie et l'élevage. En 2021, le gouvernement a actualisé sa CDN de 2015. L'un des objectifs est d'augmenter la production des ER de 26 MW à 49 MW, avec une baisse des émissions de CO₂ de 27 % d'ici 2030, pour un coût estimé de 150 millions USD. Avec la Banque, le gouvernement procède à une évaluation des lacunes en matière de financement de la lutte contre le changement climatique, y compris dans le renforcement des compétences, afin d'améliorer les capacités du pays en matière de mobilisation du financement climatique. Différentes activités contribueront à atteindre l'ODD 13 d'ici 2030, y compris une stratégie d'économie bleue et les lois connexes.



Source : Les données datent de avril 2022 et proviennent des autorités nationales; données pour 2021 sont des estimations et données pour 2022 et 2023 sont des prévisions fondées sur les calculs des auteurs.